

Etat des lieux de l'information environnementale et du développement durable sur Internet

Version de travail du 22 décembre 2000

Ce travail a reçu le soutien de
du Fonds Francophone des Inforoutes : projet RELIEF



tous droits réservés Agora 21

SOMMAIRE

1	Préambule	2
2	Méthodologie	2
2.1	Organisation de la recherche	3
2.2	Formulation des requêtes	3
2.3	Identification des domaines	4
2.4	Appréciation des résultats	4
3	Représentation de la francophonie	5
3.1	Physionomie de l'espace francophone	6
4	Les sites du Programme des Nations Unies pour l'Environnement	11
5	Limites de l'étude et difficultés rencontrées	12
6	Conclusion	13

Table des illustrations

<i>Figure 1 : Poids de la francophonie dans l'Internet environnemental</i>	<i>5</i>
<i>Figure 2 : Physionomie de l'Internet environnemental francophone</i>	<i>6</i>
<i>Figure 3 : Répartition par domaines des réponses données par Altavista, Webcrawler et google sur le terme "développement durable"</i>	<i>8</i>
<i>Figure 4 : Répartition par thèmes des réponses données par Altavista, et Google sur des requêtes sur la problématique du développement durable</i>	<i>9</i>
<i>Figure 5 : Physionomie de l'Internet francophone sur la biodiversité le changement climatique et la certification</i>	<i>10</i>
<i>Figure 6 : Présence du français dans les sites du PNUE et des grandes conventions sur l'environnement</i>	<i>12</i>

1 Préambule

Le débat et les expériences sur le développement durable et l'environnement sont aujourd'hui largement véhiculés par Internet. Si la langue de référence reste sans conteste l'anglais, il est délicat d'identifier quelle est la part de l'information francophone voire française.

Cette difficulté vient des caractéristiques mêmes de l'Internet dont la taille et la rapidité de croissance ne permettent pas d'exploiter un annuaire exhaustif. Nous sommes donc contraints d'utiliser des moteurs de recherche à indexation automatique ou des annuaires qui ne donnent qu'une image tronquée du contenu de l'Internet.

De la même façon, chaque moteur de recherche possède sa propre politique de fonctionnement tant sur les plans de l'indexation, de la formulation des requêtes que sur le plan du formatage des réponses fournies à l'internaute. Il n'est donc pas toujours aisé de comprendre quels sont les mécanismes mis en jeu lors de l'interrogation d'un moteur de recherche ni, par le fait, de savoir le crédit que l'on doit apporter quant à la qualité de la réponse obtenue.

Néanmoins, la recherche d'informations sur Internet impose l'utilisation de moteurs de recherche, qui présentent tous, des avantages, des inconvénients et surtout des lacunes. Il paraît donc difficile de cerner l'ensemble de l'Internet environnemental en formulant une requête simple, à laquelle la réponse serait à coup sûr pertinente et absolue. Donc, afin de nous faire une idée de la présence de la langue française sur Internet dans les domaines de l'environnement et du développement durable, nous devons nous contenter d'indices plutôt que de certitudes.

Enfin, la présence d'un document sur Internet est fortement liée à son accessibilité. Ainsi, un site inconnu des principaux moteurs de recherche est-il réellement présent sur Internet ? Car, comment un internaute non averti peut-il le trouver ? Tout l'enjeu du référencement des sites et donc de leur présence sur Internet, bien connu des webmestres, repose sur ces deux questions. Ce qui importe donc, ce n'est pas tant le contenu réel de l'Internet que l'image que les moteurs de recherche nous en renvoient.

Cela légitimise aussi la constitution de réseaux, gérant des bases de données de liens.

2 Méthodologie

Comme l'environnement et, a fortiori le développement durable, sont des domaines transversaux, les possibilités de recherches thématiques hiérarchisées proposées par la plupart des moteurs de recherche (annuaires) ne nous sont pas d'une grande utilité. Les résultats s'en trouveraient forcément tronqués, ce qui ajouterait aux lacunes intrinsèques de tout moteur de recherche. Nous nous concentrons donc uniquement sur la recherche dite "par mots-clefs" des moteurs utilisés. Afin d'optimiser les résultats nous interrogeons plusieurs outils de recherche et nous utilisons systématiquement les options qui permettent d'affiner les requêtes.

Cette étude a été menée sur plusieurs années afin d'essayer de dégager des tendances et des évolutions. Il va sans dire que depuis 1996, les moteurs de recherche ont énormément évolués, certains ont disparu ou changé de nom, d'autre enfin, ont développé des sites dédiés à l'espace francophones. Il devient donc parfois difficile de savoir quelle signification accorder aux données recueillies. En effet, Yahoo France ou Altavista France ne semblent pas être des sous ensembles des moteurs de recherche "internationaux" respectifs, même si ceux-ci contiennent pourtant des références francophones et françaises.

2.1 Organisation de la recherche

Pour explorer l'ensemble du web nous interrogeons les moteurs de recherche suivants :

- Altavista,
- Yahoo,
- Lycos,
- Webcrawler,
- Infoseek./ GO.com
- Google

La vocation internationale de ces moteurs, ainsi que leurs performances respectives en terme de contenu, permettent de supposer qu'en recoupant l'ensemble des résultats, nous obtenons un profil de l'Internet environnemental mondial convenable.

Notons que pour Yahoo, qui est un annuaire de sites, nous avons exploré les différents moteurs francophones (Belgique, Canada, France, Suisse) ainsi que le moteur International.

Nous n'avons pas eu la possibilité de faire de même avec Altavista car la version francophone de ce moteur ne donne pas de résultat chiffré sur les requêtes effectuées.

2.2 Formulation des requêtes

Pour le domaine de l'environnement, la recherche se limite aux termes "environnement" et "environment". La recherche a parfois été approfondie par l'adjonction des termes "environnemental", "environnementales", "environnementaux" et leur correspondant anglais.

Le terme "environnement" étant ambigu et il est difficile d'éliminer certaines réponses non désirées comme celles en rapport à l'environnement de programmation. Lorsque cela est supporté par l'outil de recherche, nous utilisons donc la syntaxe "- informatique" pour éliminer le bruit de la réponse.

En ce qui concerne le développement durable, la requête se limite souvent à l'association des termes "développement" et "durable" ou "sustainable" et "development", ce qui donne un champ plus large que celui souhaité. En revanche, Altavista et Infoseek permettent d'associer des mots clefs de façon exclusive ce qui offre la possibilité d'utiliser des concepts tel le "développement durable". Dans ce cas précis, la pertinence du résultat de la requête est optimale par rapport au contenu de la base du moteur.

Pour explorer les domaines du développement durable, nous nous sommes basé sur les grandes conventions de l'ONU avec les termes "Changement Climatique", "Biodiversité" et "Désertification".

2.3 Identification des domaines

Afin de dresser un profil de l'espace francophone, nous utilisons les possibilités offertes par certains moteurs (Altavista, Google) pour filtrer les réponses par domaines. En effet, ces moteurs présentent le double avantage, de pouvoir formuler des requêtes en terme de concepts et de filtrer les réponses en fonction du nom de domaine de l'adresse Internet des références fournies. Il est ainsi possible d'extraire les réponses françaises, canadiennes et autres (*.fr/, *.ca/....) des réponses obtenues pour le concept "développement durable".

Malheureusement cela n'est pas possible pour les sites africains, qui sont classés dans "divers". Ce choix imposé par la technique n'est pas un choix délibéré de l'auteur.

2.4 Appréciation des résultats

Les outils de recherche ne fournissent pas tous la même information en retour.

Ainsi, certains identifient des sites alors que d'autres répertorient des documents (pages html). Les moteurs à indexation automatique donnent un grand nombre de résultats mais nous ne pouvons être vraiment certain de la pertinence de toutes les réponses. Les annuaires qui ont une politique d'indexation manuelle donne beaucoup moins de réponses mais leur pertinence est meilleure.

Comme nous l'avons fait remarquer précédemment, les réponses des moteurs induisent forcément un certain silence (réponses pertinentes non connues des moteurs) inévitable, mais aussi un certain bruit (réponses non pertinentes) surtout pour les moteurs à indexation automatique. Le bruit est en outre amplifié pour les termes qui ne sont pas dénués d'ambiguïté. Ainsi, il est difficile d'évaluer la fiabilité d'une réponse concernant le terme "environnement" même si nous avons pris soin de filtrer le domaine de l'informatique. De plus, cela introduit un biais car les pages qui traitent par exemple de "méthodes informatiques pour l'étude de l'environnement" vont alors être rejetées.

Nous observons également un phénomène de "multi-références", caractérisé par des sites ou des pages récurrentes, soit parce qu'il s'agit de sites dits miroirs, soit par suite d'une démarche volontaire qui multiplie l'indexation pour augmenter le "poids" d'un serveur (pages dites satellites).

Ces aléas influent sur les résultats et introduisent une incertitude délicate à évaluer. Il est donc peu réaliste de vouloir dresser un tableau exhaustif de la sphère environnementale et du développement durable de l'Internet. Ceci est d'autant plus vrai que le rythme de croissance de l'Internet rendrait un tel travail obsolète à très court terme.

Nous devons donc nous contenter de résultats imparfaits, qui nous permettent néanmoins d'appréhender de façon correcte la masse d'information visible (référéncée) sur Internet dans les domaines du développement durable et de l'environnement.

3 Représentation de la francophonie

Le nombre de pages, toutes langues confondues (requête exprimée en anglais) concernant l'environnement est estimée à 6 722 230 références d'après le moteur Altavista qui fournit le meilleur score. Le meilleur score obtenu pour les références francophones est de 519 665 toujours par Altavista ce qui représente 7,73 %.

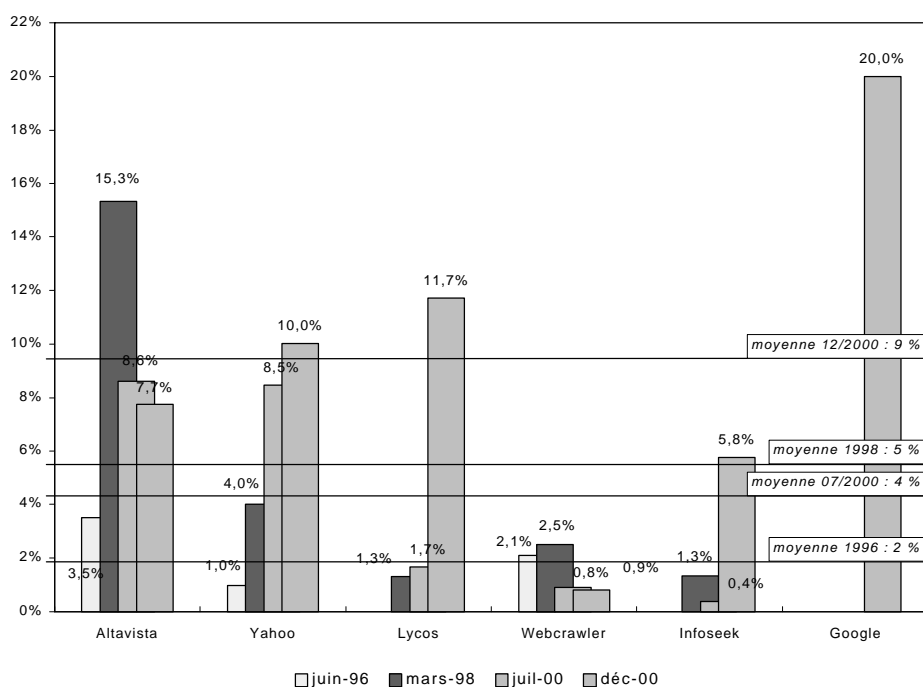
L'analyse du poids de la langue française sur Internet montre des résultats peu homogènes. Trois moteurs (Yahoo, Lycos et Infoseek) attestent d'une progression du nombre de références francophones qui était proche de proche de 1 % en 1996 et qui maintenant est entre 6 et 12 %. Altavista a, quant à lui, enregistré une forte hausse du nombre de références en 1998 puis une régression tout en restant dans la fourchette comprise entre 6 et 12 %.

Google, expérimenté pour la première fois, donne un résultat beaucoup plus favorable à la langue française avec une représentation de 20 %. Dans les fait, il identifie (comme Altavista) environ 500 000 références francophones, ce en quoi il paraît très performant, mais il sous estime fortement (comparé à Altavista) le nombre de références total avec environ 2 500 000 réponses, ce qui est toutefois la deuxième meilleure réponse.

L'environnement ne fait donc pas exception, et nous constatons la prédominance de l'anglais, qui est souvent assimilé comme étant le langage de l'Internet. Ceci est d'autant plus vrai que pour certains moteurs, lors de l'utilisation de la recherche avancée, le fait de ne pas préciser de langue particulière implique l'utilisation de l'anglais par défaut.

Il est toutefois important de constater la progression relativement marquée de la francophonie qui lors d'une recherche réalisée en juin 1996 et d'après un calcul identique, donnait un poids relatif de 2,2 %.

Figure 1 : Poids de la francophonie dans l'Internet environnemental



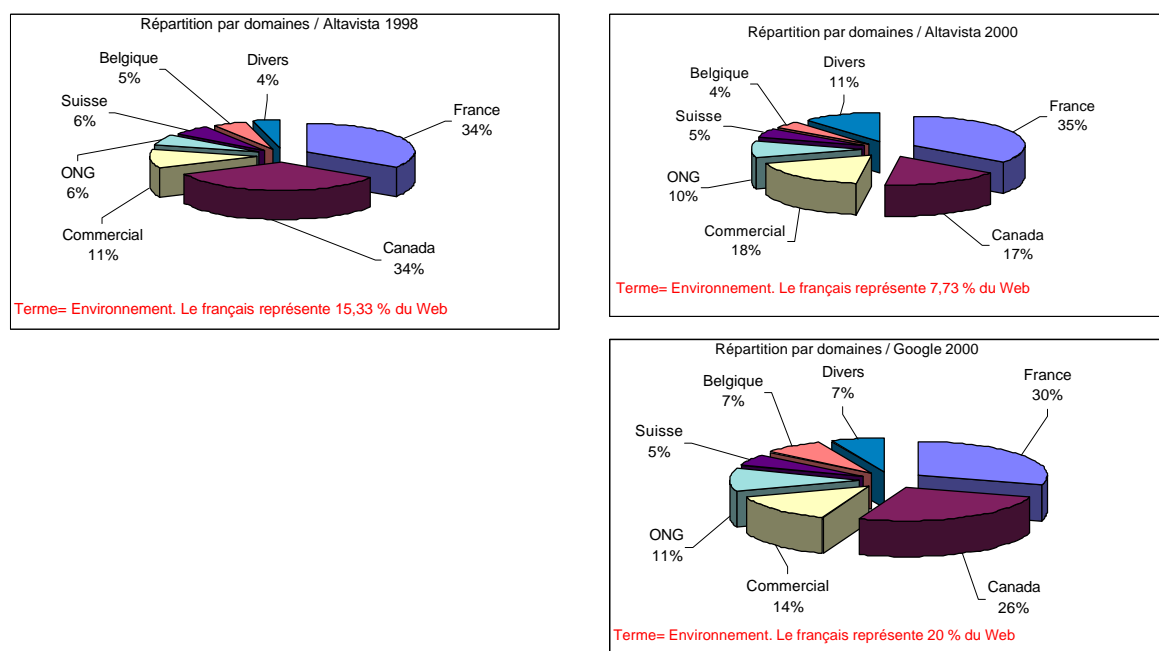
3.1 Physionomie de l'espace francophone

3.1.1 Domaine de l'environnement

Afin de déterminer la place respective des acteurs du paysage francophone, nous avons analysé l'occurrence des suffixes des noms de domaines.

Les résultats montrent que la France et le Canada sont les pays les plus représentés au sein de l'espace francophone du Web depuis 1998. Le nombre de références d'origine française était largement inférieure à celles du Canada en 1997. En 1998, la tendance à l'égalité montrait une forte progression de la France. Ceci se confirme en décembre 2000 avec plus de références françaises que canadiennes. Ce résultat montre le dynamisme des acteurs français et la multiplication des initiatives. La relative stagnation du Canada s'explique par son avance en matière d'Internet acquise dès 1997, qui ne le positionne plus alors en terme de croissance du nombre de pages ou de sites, mais en terme de structuration et de maturation de leur offre. Les pays comme la Suisse et la Belgique sont, quant à eux, moins représentés et donnent des résultats relativement stables sur deux ans.

Figure 2 : Physionomie de l'Internet environnemental francophone



Nous remarquerons enfin l'importance prise par les serveurs émanant d'organismes de type associatif ou ONG et le développement de site appartenant à "d'autres pays" (divers). Une étude plus fine permettrait peut être de faire ressortir la part de cette croissance due aux pays du Sud.

Enfin, notons que le secteur commercial, ici comme ailleurs, se positionne de façon stratégique sur Internet. Le préfixe ".com" étant international, comme les préfixes ".edu",

".net" et ".org", nous ne pouvons pas déterminer leur origine géographique sans visiter spécifiquement chaque site.

3.1.2 Domaine du développement durable

Nous avons réalisé la même enquête que précédemment pour évaluer le paysage francophone dans le domaine du développement durable. Les résultats obtenus pour Webcrawler en 1998 sont mis en rapport avec ceux déjà récoltés suivant la même méthode en février 1997 (figure 3). Nous remarquons ainsi la très nette progression des serveurs à vocation commerciale, qui occupent une place plus que prépondérante pour Webcrawler en 1998.

En revanche, les résultats obtenus avec Altavista en 1998 montrent un profil assez proche de celui déterminé par Webcrawler en 1997.

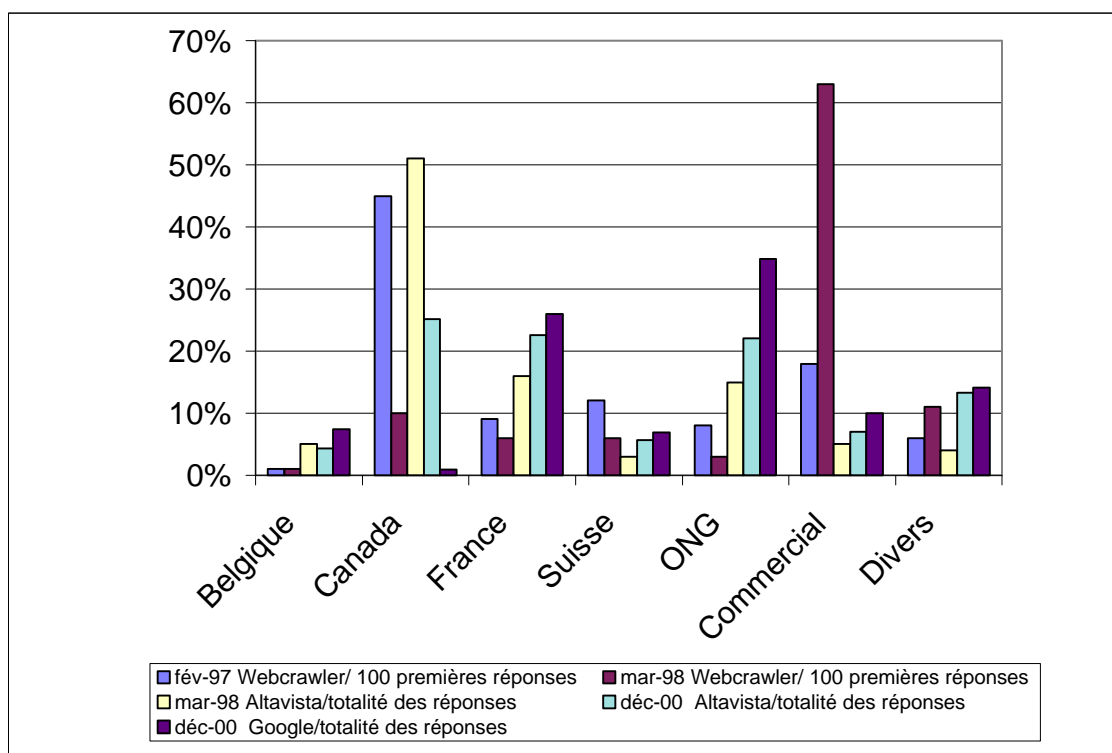
Deux hypothèses peuvent expliquer une telle différence, soit Altavista ignore l'existence de nombreux serveurs commerciaux (lacune des domaines en .com), soit Webcrawler référence surtout des serveurs commerciaux et ignore une partie des autres domaines (lacune sur l'ensemble des domaines hormis les domaines en .com). Il y a certainement du vrai dans ces deux suppositions.

Les résultats obtenus en 2000 sont assez proches entre Altavista et Google, si ce n'est que Google est globalement plus optimiste quant à la présence du français. En revanche, la réponse de Google concernant le Canada, est étrangement faible.

Sur l'ensemble de la période (3 ans) nous pouvons tenter dégager quelques tendances :

- ◆ le Canada qui représentait environ 50 % de l'information francophone sur le développement durable en 1997 et 1998 voit sa part revenir aux environs de 25 % en 2000, selon Altavista,
- ◆ les serveurs à vocation commerciale qui représentaient presque 20 % des réponses en 1997 et plus de 60 % en 1998 selon Webcrawler, (réponse certainement sur évaluée puisque dans le même temps, Altavista n'accordait qu'un score de 5 % certainement sous évalué lui) ont vu leur part redescendre à un seuil d'environ 10 % en 2000,
- ◆ dans le même temps, la Belgique, la France et les serveurs "d'autres origines" ont vu leur part de l'Internet francophone presque doubler,
- ◆ la Suisse, quant à elle ne montre pas d'évolution particulière, ni à la baisse, ni à la hausse,
- ◆ les ONG ont en revanche triplé leur score, ce qui montre la mobilisation de ces acteurs et leur dynamisme quant à l'utilisation des TIC.

Figure 3 : Répartition par domaines des réponses données par Altavista, Webcrawler et google sur le terme "développement durable"



3.1.3 Quelques domaines spécifiques du développement durable

Sur l'ensemble du domaine du développement durable, la francophonie représente entre 26 % et 29 % des réponses données par les moteurs Altavista et Google en décembre 2000. La francophonie est donc aussi bien, voire mieux, présente dans ce domaine que dans celui de l'environnement.

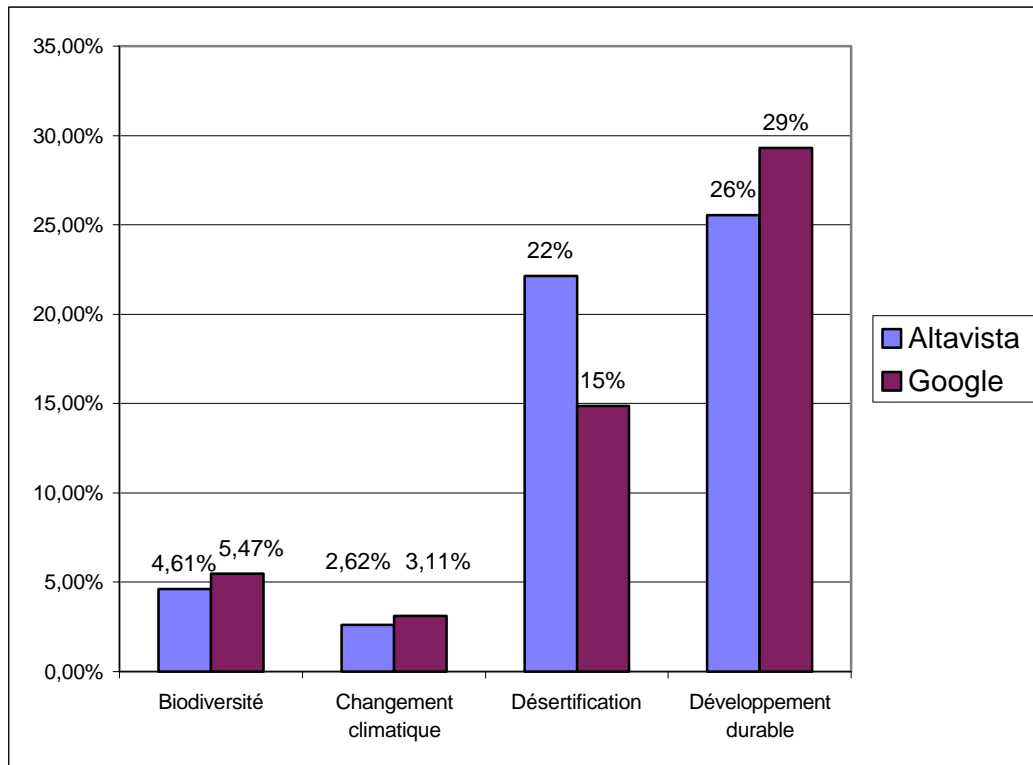
Si nous analysons les réponses obtenues concernant trois thématiques prédominantes du développement durable, la biodiversité, le changement climatique et la désertification, qui ont fait l'objet de conventions internationales, nous constatons que la présence francophone est inégalement répartie.

En effet, la documentation présente sur Internet en langue française sur le changement climatique ne représente que 3 % de la documentation disponible sur le Web. La biodiversité est légèrement mieux traitée avec une part voisine de 5 %. Seule la problématique de la désertification fournit une masse d'information proche de celle obtenue pour l'ensemble de la problématique du développement durable avec un score oscillant entre 15 et 22 %. Ce qui est cohérent avec le poids de cette problématique pour les pays francophones africains.

L'ensemble des thématiques ne sera donc pas perçu de la même façon par un Internaute moyen qui utilise ces moteurs de recherche. Ainsi, le positionnement de la francophonie par

rapport au monde anglophone, sur les thèmes de la biodiversité ou du changement climatique peut paraître moindre que celui concernant la désertification.

Figure 4 : Répartition par thèmes des réponses données par Altavista, et Google



sur des requêtes sur la problématique du développement durable

Si nous nous attardons plus longuement sur les détails de ces résultats, nous constatons plusieurs choses.

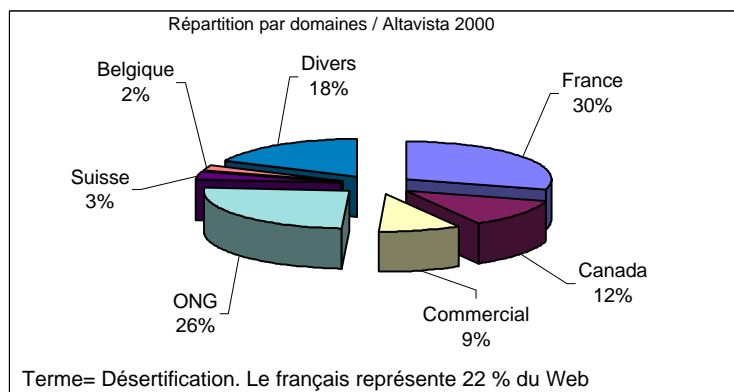
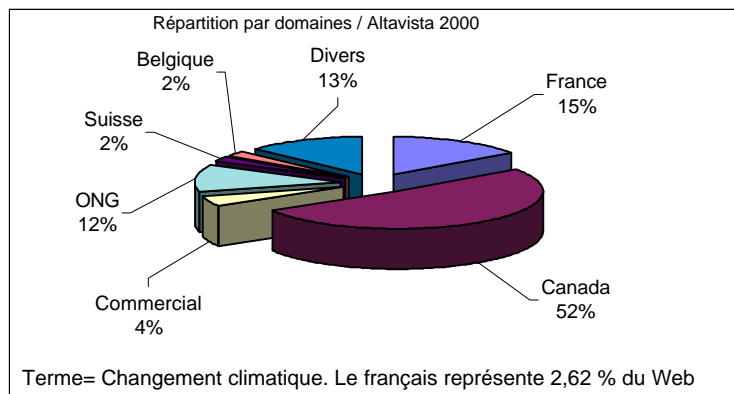
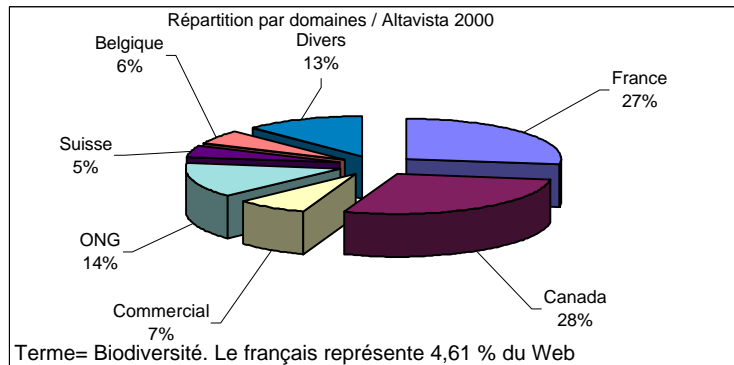
Concernant la biodiversité, nous obtenons un diagramme en secteur proche de celui obtenu avec Altavista à la même époque sur le terme "environnement" avec toutefois quelques nuances. La part réciproque du Canada et de la France est mieux équilibrée et le domaine commercial est moins présent.

La sous-représentation du français dans ce domaine semble donc être imputable à la francophonie dans sa globalité. Il peut donc apparaître aux yeux de l'internaute, que l'ensemble de la francophonie a soit, beaucoup moins d'informations à proposer sur la biodiversité que le monde anglophone, soit que son effort pour mettre de l'information à disposition de l'Internet est globalement moindre.

Concernant le changement climatique, le diagramme montre un fort déséquilibre avec le Canada qui comptabilise plus de la moitié des documents mis sur Internet. La réponse du moteur peut donc laisser penser à l'internaute que la préoccupation en matière de changement climatique est d'une part essentiellement anglo-saxonne et qu'au sein de la francophonie, seul le Canada se sent plus particulièrement concerné.

Au sujet de la désertification, nous obtenons un diagramme sensiblement différent de celui obtenu pour le terme "environnement" avec une présence accrue des sites en ".org" et des sites "divers". Il faut sans doute voir là, l'influence de la présence des pays du Sud, qui sont plus particulièrement concernés. Une étude plus approfondie, que ne nous a pas permis les moteurs de recherche utilisés, pourrait peut être mettre cette hypothèse plus clairement en évidence.

Figure 5 : Physionomie de l'Internet francophone sur la biodiversité, le changement climatique et la désertification



4 Les sites du Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Nous avons utilisé le même moteur de recherche pour suivre pendant trois ans l'évolution de la langue française telle qu'elle serait perçue par l'internaute, au sein d'un panel de huit sites du Système de l'ONU. Nous avons retenu cinq sites appartenant directement au Programme des Nations Unies pour l'Environnement, ainsi que les sites des trois grandes conventions sur la biodiversité, le changement climatique et la désertification.

Nous insistons sur le fait que nous n'obtenons pas une image précise de la présence de français dans ces sites, mais uniquement la perception que le moteur de recherche Altavista en donne.

Le constat est assez rapide à dresser, le français est très sous représenté dans les sites du PNUE, hormis pour deux d'entre eux, qui sont localisés dans des pays francophones. Le site irptc.unep.ch et le site www.unepie.org respectivement hébergés en Suisse et en France. Si pour les sites où le français est presque inexistant, nous ne notons pas d'évolution, en revanche, le site www.unepie.org montre une régression constante depuis trois ans. Le site irptc.unep.ch maintient quant à lui, sur l'ensemble de la période, un taux de documents en français proche de 10 %.

Le site de la Convention Cadre sur les Changements Climatiques propose très peu de documents en français, moins de 1 % sur l'ensemble de la période 1999-2000. Nous signalons toutefois une évolution, dans le sens où des efforts ont été faits par le secrétariat de la convention pour mettre des documents en français disponibles au format pdf (voir tableau ci-dessous). Malheureusement, ce type de documents n'est pas pris en compte par Altavista comme par la majorité des moteurs de recherche.

Un portail spécifique en français existe sur le site depuis septembre 2000.

Représentativité définie par une visite approfondie du site en juin 1999			
Type de documents	références globales	références françaises	Pourcentage
HTML	831	5	0,60%
PDF	964	333	34,54%
TOTAL	1795	338	18,83%

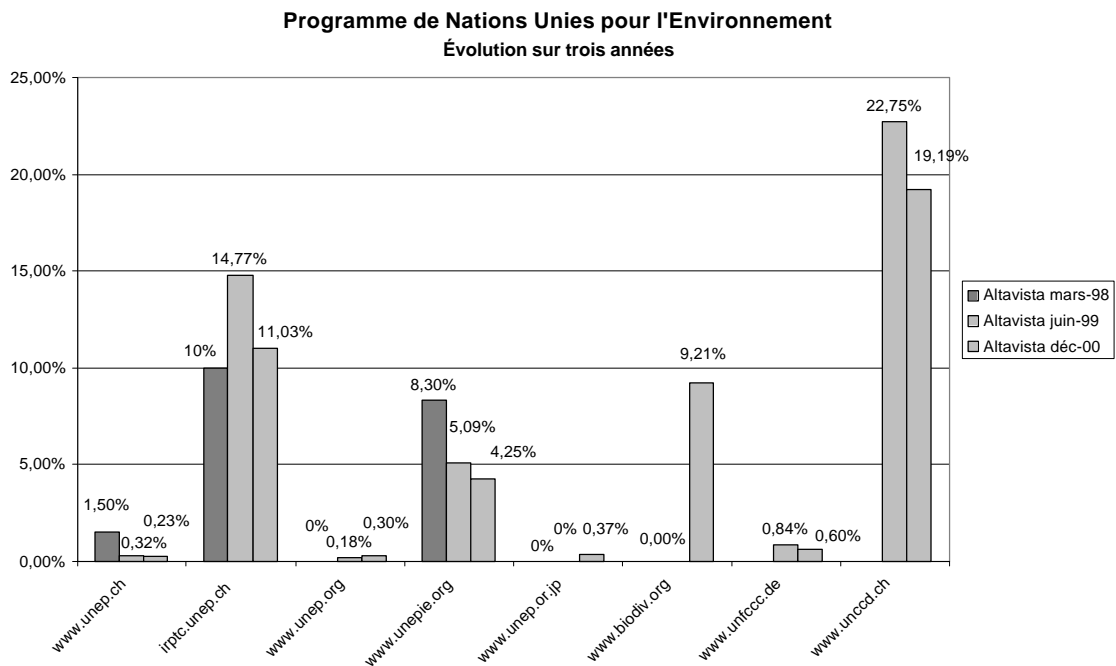
Le site de la Convention sur la Biodiversité prévoyait, depuis le début de l'enquête, une interface en français car, bien qu'actif sur peu de pages, un drapeau français laissait présager le développement de pages html francophones. En outre, des documents en format pdf étaient là aussi largement présents, bien que non repérés par les moteurs de recherche.

La volonté de développer une interface html au moins partielle en français s'est concrétisée ce qui donne un résultat selon Altavista proche de 10 % en 2000. Ce site devient donc abordable à un public qui serait essentiellement francophone.

Le site de la Convention sur la désertification (non évalué en 1998) montre une certaine stabilité sur les deux dernières années. Il est également celui où le français est le plus largement représenté.

Si nous comparons ses résultats aux valeurs obtenues pour la présence du français sur l'ensemble de l'Internet pour les termes "environnement" et "développement durable", nous pouvons dire que ce site est tout à fait dans la norme avec un score avoisinant 20 %.

Figure 6 : Présence du français dans les sites du PNUE et des grandes conventions sur l'environnement



5 Limites de l'étude et difficultés rencontrées

Nous avons tenté de mettre en place une méthodologie nous permettant d'utiliser les réponses des moteurs de recherche, qui sont les seuls outils à notre disposition pour appréhender le contenu de l'Internet, pour mesurer l'évolution de la présence de l'information francophone sur l'environnement et le développement durable.

Si la méthode utilisée est simple et facile à mettre en œuvre, les difficultés sont essentiellement venues de l'utilisation même des moteurs de recherche. Il est arrivé, ce pour des raisons inconnues, que les réponses des moteurs, à une même requête immédiatement répétée plusieurs fois, ne soient pas stables.

Nous nous sommes également aperçu que la somme des réponses données en français et filtrées par pays (.ca, .be, .ch, .fr, .com...et "autres") ne soit pas égale (et parfois de très loin) à la totalité des réponses obtenues en français. Ceci tend à montrer que les options de requête approfondie des moteurs ne sont pas totalement fiables quant aux résultats escomptés.

Ce qui nous amène à émettre des réserves quant à la fiabilité des réponses fournies par les moteurs de recherche.

L'étalement de la collecte des données sur une longue période en rapport à la rapidité d'évolution de l'Internet devait nous permettre de mettre en évidence certaines grandes tendances. Or, durant cette période, les moteurs de recherche ont eux mêmes, beaucoup changés : certains ont disparu ou ont été absorbés par d'autres, de nouveaux sont apparus...

La structure et le mode de fonctionnement de ces moteurs ont également évolué, les options de recherche pour certains, ce sont perfectionnées alors que pour d'autres nous constatons une sorte de régression qui ne nous permet plus d'utiliser une syntaxe adéquate aux requêtes que nous souhaitons formuler.

Cela introduit inévitablement un biais dans nos résultats sur l'ensemble de la période étudiée.

Enfin, certains moteurs ne donnent plus de renseignements précis sur le nombre de réponses trouvées en rapport à une requête précise. Nous sommes uniquement avertis qu'il y en a plus de 200, ce qui nous avance peu dans notre démarche. Nous avons donc dû renoncer à utiliser ces moteurs au cours de la période sur laquelle s'est étalée cette étude. Il serait, en outre, peut être intéressant de savoir pour quelles raisons ces services ont été d'arrêtés.

L'ensemble de ces contraintes et difficultés, apparues en cours d'étude, influent fortement sur la qualité des résultats obtenus. Nous ne pouvons en aucun cas être affirmatifs quant à l'évolution réelle du français sur Internet en matière "d'environnement" et de "développement durable".

Les seules observations que nous pouvons formuler sont en rapport à la représentation que les moteurs de recherche nous donnent de l'Internet, et à l'évolution dans le temps de cette représentation. Il faut aussi mettre l'accent sur un point sensible qui est : que cette représentation, même virtuelle, même incomplète, est la réalité à laquelle l'internaute est confronté car c'est à travers elle qu'il appréhende l'Internet.

6 Conclusion

Le contenu de l'Internet est impossible à cerner de façon précise et la seule représentation que nous pouvons en avoir est celle fournie par les moteurs de recherche. Malgré leurs imperfections et leur manque de transparence, ils nous imposent leur réalité de l'Internet. Tout utilisateur ne connaît donc uniquement ce que les moteurs veulent bien ou peuvent montrer de l'Internet.

Ainsi, plus que le contenu de l'Internet, l'important est de savoir ce que les moteurs nous renvoient comme image de l'Internet. Donc cette étude nous montre essentiellement comment peut être perçue la présence de l'information francophone dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

En conclusion, en matière d'environnement, l'information francophone représente entre 1 et 20 % de l'information connue par les moteurs de recherche. Nous constatons une nette progression depuis 1996 (2 % sur l'ensemble des moteurs) qui s'est accélérée durant le deuxième semestre 2000 pour passer de 4 à 9 %. Cette présence reste néanmoins faible.

En matière de développement durable, en 2000 et selon deux moteurs la présence de l'information francophone avoisine 25-30 %. Il est difficile de comparer ce résultat avec celui

obtenu pour "l'environnement" mais cela laisse supposer, si nous considérons les réponses des mêmes moteurs à la même période, que le "développement durable" est plus présent. L'information concernant le développement durable est inégalement représentée suivant les thématiques explorées. Il y a comparativement plus d'informations concernant la désertification que la biodiversité ou le changement climatique.

Enfin, l'information francophone est peut présente au sein des serveurs étudiés appartenant au système des Nations Unies. C'est du moins l'impression qu'en donnent les moteurs de recherche. Seuls les serveurs des secrétariats de la Convention sur la Biodiversité et de la Convention sur la Désertification montrent une augmentation remarquable de leur nombre de pages francophones.

Les limites des moteurs de recherche peuvent être surmontées par des approches actives de constitution de bases de données spécialisées et de réseaux d'experts. Des protocoles communs d'indexation (thésaurus...) pourraient augmenter l'accès à des informations pertinentes.

Enfin, une politique de production de données issues des pays du sud sur le Web est une priorité pour rééquilibrer la "vision" que l'on peut avoir de ces thèmes sur l'Internet.

C'est l'objectif des projets RELIEF et RESIDD de renforcer cette capacité.